

- SOMMAIRE -

UTILISATION PRATIQUE DU REGLEMENT PPR	1
TITRE I – PORTEE DU REGLEMENT PPR	2
CHAPITRE 1 – DISPOSITIONS GENERALES	
I.1.1. Objet et champ d'application	
I.1.2. Enjeux, vulnérabilité et risques naturels	3
I.1.3. Division du territoire en zones de risque	
I.1.4. Effets du PPR	4
I.1.4.1. Effets sur les utilisations et l'occupation du sol	
I.1.4.2. Effets sur l'assurance des biens et activités	5
I.1.4.3. Effets sur les populations	
I.1.4.4. Prééminence du règlement sur la cartographie	
CHAPITRE 2 – MESURES GENERALES DE PREVENTION	6
I.2.1. Remarques générales	
I.2.2. Rappel des dispositions réglementaires	7
I.2.2.1. Concernant l'entretien des cours d'eau	
I.2.2.2. Concernant la protection des espaces boisés	
I.2.2.3. Concernant l'exploitation des carrières	8
I.2.2.4. Concernant la sûreté et la sécurité publique sur le territoire communal	
I.2.2.5. Concernant la sécurité des occupants de terrains de camping et le stationnement des caravanes	
I.2.3. Dispositions applicables en zones inondables	
I.2.4. Dispositions applicables en zones non inondables (zones blanches)	9
I.2.4.1. Occupations et utilisations du sol INTERDITES	
I.2.4.2. Mesures de prévention applicables	
TITRE II – MESURES PARTICULIERES DE PREVENTION OU PRESCRIPTIONS.....	10

UTILISATION PRATIQUE DU REGLEMENT DU PPR

1. REPERAGE DE LA PARCELLE CADASTRALE DANS UNE ZONE A RISQUE

- la **carte du PPR** permet de repérer toute parcelle cadastrale par rapport à une zone de risque (bleue foncé ou clair, verte) ou de non-risque (zone blanche) ;

2. UTILISATION DU REGLEMENT

- si la zone est **bleue foncé**, **bleue clair** ou **verte** prendre connaissance des **prescriptions obligatoires** ou des **recommandations** applicables aux zones directement exposées dites bleues foncé, bleues clair ou vertes (cases de couleur cochées) présentées au TITRE II, p 13 et suivantes du règlement.

Rappel : les **recommandations** sont des mesures définies par le PPR **sans obligation de réalisation**.

TITRE I - PORTEE DU REGLEMENT PPR

CHAPITRE 1 – DISPOSITIONS GENERALES

I.1.1. Objet et champ d'application

Le présent règlement s'applique à la partie du territoire communal de VILLEFRANCHE-DE-ROUERGUE incluse dans le périmètre d'étude et d'application du PPR tel qu'il est défini par l'arrêté préfectoral n° 2000-0990 du 23 mai 2000. Ce dernier définit alors :

- **les mesures de prévention à mettre en œuvre contre les risques d'inondation prévisibles** (article 40-1, 3° de la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 issu de l'article 16 de la loi modificative n° 95-101 du 2 février 1995, titre II, ch. II),
- **les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existants à la date d'approbation du plan qui doivent être prises par les propriétaires exploitants ou utilisateurs** (article 40-1, 3° de la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 issu de l'article 16 de la loi modificative n° 95-101 du 2 février 1995, titre II, ch. II).

Avant tout début de mise en œuvre, tout projet d'aménagement (relevant du champ d'application du PPR), devra être soumis pour accord préalable au service gestionnaire de la servitude PPR.

A l'extérieur du périmètre d'étude, les demandes d'utilisation et d'occupation du sol d'espaces essentiellement naturels seront examinées au coup par coup.

Les risques naturels pris en compte au titre du présent document sont :

- les risques d'**inondation** pour lesquels les circulaires du 24 janvier 1994 (annexe) et du 24 avril 1996 (annexe) rappellent la position de l'Etat selon trois principes qui sont :
 - d'interdire à l'intérieur des zones d'inondation soumises aux aléas les plus forts (ces zones sont déterminées en fonction des hauteurs d'eau atteintes par une crue de référence qui est la plus forte crue connue, ou, si cette crue était plus faible qu'une crue de fréquence centennale, cette dernière), toute construction nouvelle et à saisir toutes les opportunités pour réduire le nombre de constructions exposées ;
 - de contrôler strictement l'extension de l'urbanisation dans les zones d'expansion des crues où un volume d'eau important peut être stocké et qui jouent le plus souvent un rôle important dans la structuration du paysage et l'équilibre des écosystèmes ;
 - d'éviter tout endiguement ou remblaiement nouveau qui ne serait pas justifié par la protection de lieux fortement urbanisés.

Les objectifs du Plan de Prévention du Risque d'Inondation sont les suivants :

- préserver les vies humaines,
- limiter les dommages aux biens,
- permettre le ralentissement et le stockage des crues en conservant intact les zones inondables,
- préserver les milieux naturels et éviter les pollutions.

I.1.2. Enjeux, vulnérabilité et risques naturels

Les **enjeux** sont liés à la présence d'une population exposée, ainsi que des intérêts socio-économiques et publics présents.

L'identification des enjeux et de leur **vulnérabilité** est une étape clef de la démarche qui permet d'établir un argumentaire clair et cohérent pour la détermination du zonage et du règlement correspondant.

On entend par **risques naturels**, la manifestation en un site donné d'un ou plusieurs phénomènes naturels, caractérisés par un niveau d'intensité et une période de retour, s'exerçant ou susceptibles de s'exercer sur des enjeux, populations, biens et activités existants ou à venir caractérisés par un niveau de vulnérabilité.

Sans donner lieu à des études quantitatives, l'évaluation des enjeux et leur niveau de vulnérabilité sont appréciés à partir des facteurs déterminants suivants :

- *pour les enjeux humains* : le nombre effectif d'habitants, le type d'occupation (temporaire, permanente, saisonnière), et la vulnérabilité humaine qui traduit principalement les risques de morts, de blessés, de sans abri.
- *pour les enjeux socio-économiques* : le nombre d'habitations et le type d'habitat (individuel isolé ou collectif), le nombre et le type de commerces, le nombre et le type d'industries, le poids économique de l'activité et la vulnérabilité socio-économique qui traduit les pertes d'activité, des récoltes agricoles, voire de l'outil économique de production.
- *pour les enjeux publics* : les infrastructures et réseaux nécessaires au fonctionnement des services publics (notamment les services de secours), et la vulnérabilité d'intérêt public qui traduit les enjeux qui sont du ressort de la puissance publique, en particulier : la circulation, les principaux équipements à vocation de service public.

I.1.3. Division du territoire en zones de risque

Conformément à l'article 40-1, 1° et 2° de la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 issu de l'article 16 de la loi modificative n° 95-101 du 2 février 1995, TITRE II, Chapitre II, le territoire communal de VILLEFRANCHE-DE-ROUERGUE couvert par le PPR est délimité en :

- **zones exposées aux risques**, distinguées par la nature et l'intensité du risque en zones à risque fort (zones **bleues foncé**) et en zones à risque moyen (zones **bleues clair**). Les zones **vertes**, destinées à la préservation des champs d'expansion des crues appartiennent à cette catégorie de zones à risques ;
- **zones non directement exposées aux risques** (zones **blanches**) où il n'existe pas de risque connu.

Afin de prendre en compte la **politique de préservation des zones d'épanchement des crues** et pour tenir compte des **enjeux particuliers aux zones déjà urbanisées** il a été utilisé la grille de couleurs suivante (le niveau de risque étant traduit et pris en compte dans les différents types de règlement appliqués) :

- Tableau n°2 :récapitulatif : couleur des zones -

	Zone à dominante urbaine	Zone à dominante rurale
Risque fort	Bleu foncé (zone inconstructible)	Bleu foncé (zone inconstructible)
Risque moyen	Bleu clair (zone constructible sous conditions)	Vert (zone de préservation du champ d'expansion des crues)

I.1.4. Effets du PPR

Le PPR approuvé vaut, dans ses indications et son règlement, servitude d'utilité publique et est opposable aux tiers.

Il doit être annexé au Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la commune, si il existe, conformément à l'article L 126-1 du Code de l'Urbanisme (art. 40-4 de la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 issu de l'article 16 de la loi modificative n° 95-101 du 2 février 1995, TITRE II, Chapitre II).

En cas de dispositions contradictoires entre ces deux documents, les dispositions du PPR prévalent sur celles du P.L.U. qui doit en tenir compte.

I.1.4.1. Effets sur les utilisations et l'occupation du sol :

La loi permet d'imposer pour réglementer le développement des zones tous types de prescriptions s'appliquant aux constructions, aux ouvrages, aux aménagements ainsi qu'aux exploitations agricoles, forestières artisanales, commerciales ou industrielles.

Toutefois, en application du 4° alinéa de l'article 40-1 de la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 issu de l'article 16 de la loi modificative n° 95-101 du 2 février 1995, titre II, ch. II :

- les travaux de prévention imposés sur de l'existant, constructions ou aménagements régulièrement construits conformément aux dispositions de Code de l'Urbanisme, ne peuvent excéder 10 % de la valeur du bien à la date d'approbation du plan ;
- les travaux d'entretien et de gestion courante des bâtiments implantés antérieurement à l'approbation du plan ou, le cas échéant, à la publication de l'arrêté mentionné à l'article 6 du décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 demeurent autorisés sous réserve de ne pas modifier le volume du bâtiment ni sa destination.

Remarque :

En application du décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995, les mesures concernant des bâtiments implantés antérieurement à l'approbation du plan, peuvent être rendues obligatoires dans un délai de **5 ans**, pouvant être réduit en cas d'urgence.

La non indication d'un délai signifie *a priori* que les prescriptions sont d'application « immédiate » et qu'en cas de dégâts suite à phénomène naturel, les assurances pourront, le cas échéant, se prévaloir de leur non prise en compte pour ne pas indemniser. Par conséquent, l'option retenue est de dire que, à défaut de mention particulière, les prescriptions de travaux de mise en sécurité pour l'existant sont assorties d'un **délai implicite de 5 ans**.

I.1.4.2. Effets sur l'assurance des biens et activités :

Par les articles 17, 18 et 19, titre II, ch. II, de la loi n° 95-101 du 2 février 1995 modificative de la loi du 22 juillet 1987, est conservée pour les entreprises d'assurances l'obligation, créée par la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles, d'étendre leurs garanties aux biens et activités, aux effets de catastrophes naturelles.

En cas de non respect de certaines règles du PPR, la possibilité pour les entreprises d'assurances de déroger à certaines règles d'indemnisation des catastrophes naturelles est ouverte par la loi.

I.1.4.3. Effets sur les populations :

La loi du 22 juillet 1987 par le 3° de son article 40-1 issu de l'article 16 de la loi modificative n° 95-101 du 2 février 1995, titre II, ch. II, permet la prescription de mesures d'ensemble qui sont en matière de sécurité publique ou d'organisation des secours des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde pouvant concerner les collectivités publiques dans le cadre de leurs compétences ou les particuliers ou leurs groupements.

Ces mesures qui peuvent être rendues obligatoires sont :

- les règles relatives aux réseaux et infrastructures publics desservant les zones exposées et visant à faciliter les éventuelles mesures d'évacuation et l'intervention des secours ;
- les prescriptions aux particuliers, ou aux groupements de particuliers quand ils existent, de réalisations de travaux contribuant à la prévention des risques ou d'intervention en cas de survenance des phénomènes considérés ;
- les prescriptions pour la réalisation de constructions ou d'aménagements nouveaux, subordonnés à la constitution d'associations syndicales chargées de certains travaux nécessaires à la prévention des risques.

I.1.4.4. Prééminence du règlement sur la cartographie :

En cas de difficulté d'application du PPR entre les informations portées sur la carte de zonage des risques et la lecture du règlement, les indications de ce dernier prévalent (exemple : imprécision de la limite bleue foncé / bleue clair sur la carte mais règlement précisant 6 m depuis le sommet des berges...).

Seule la cartographie au 1/5 000^e sur fond cadastral, doit être consultée en terme de règlement. Les cartes au 1/25 000^e sur un fond topographique, moins précises, ne font que présenter les zones à risques de manière informative.

CHAPITRE 2 – MESURES GENERALES DE PREVENTION

I.2.1. Remarques générales

Un des objectifs essentiels du Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles est l'affichage du risque, c'est-à-dire le « porté à la connaissance » des responsables communaux et du public, de l'existence de risques naturels sur certaines parties du territoire communal.

Les mesures de préventions physiques à l'égard d'un risque naturel, comportent trois niveaux d'intervention possibles :

- des **mesures générales** ou **d'ensemble** qui visent à supprimer ou à atténuer les risques sur un secteur assez vaste, à l'échelle d'un groupe de maisons ou d'un équipement public, et relèvent de l'initiative et de la responsabilité d'une collectivité territoriale (commune ou département) ;
- des **mesures collectives** qui visent à supprimer ou à atténuer les risques à l'échelle d'un groupe de maisons (lotissement, ZAC, ...) et qui relèvent de l'initiative et de la responsabilité d'un ensemble de propriétaires ou d'un promoteur. Dans la pratique, la communauté territoriale (commune ou département) est souvent appelée à s'y substituer pour faire face aux travaux d'urgence ;
- des **mesures individuelles** qui peuvent être :
 - soit, mises en œuvre spontanément à l'initiative du propriétaire du lieu ou d'un candidat constructeur, sur recommandation du maître d'œuvre, de l'organisme contrôleur ou de l'administration ;
 - soit, imposées et rendues obligatoires en tant que prescriptions administratives opposables et inscrites comme telles dans le Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles ;
 - soit des recommandations.

L'ensemble des mesures de prévention générales individuelles et des recommandations constitue le règlement du Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles.

Les mesures de prévention générales (ou collectives) ont pour but de réduire le niveau d'aléa d'un phénomène dommageable. Il est exceptionnel que les mesures de prévention générales, qui sont en général des ouvrages actifs ou passifs, suppriment totalement un aléa.

Le zonage réglementaire du Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles (zones bleues foncé – zones bleues clair) tient compte de la situation actuelle des mesures de prévention générale ou (collectives) permanentes. Le zonage pourra être modifié, à l'occasion de procédures de révision du Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles, pour tenir compte :

- soit, de la mise en place d'ouvrages de protection nouveaux ;
- soit, à l'inverse, de la disparition, par défaut d'entretien, d'ouvrages de protection ou d'un mode d'occupation du terrain considéré jusqu'alors comme particulièrement protecteur.

La conservation des ouvrages de protection générale ou collective relève de la responsabilité du maître d'ouvrage : le Maire, pour les premiers, les associations de propriétaires ou toute autorité s'y substituant, pour les seconds.

I.2.2. Rappel des dispositions réglementaires

Certaines réglementations d'ordre public concourent à des actions préventives contre les risques naturels. C'est le cas notamment des dispositions du Code Rural en matière d'entretien des cours d'eau et des codes Forestiers et de l'Urbanisme concernant la protection des espaces boisés et de la législation concernant les installations classées pour la protection de l'environnement en matière de travaux en carrière.

I.2.2.1. Concernant l'entretien des cours d'eau :

Les lits des cours d'eau sur le territoire de la commune de VILLEFRANCHE-DE-ROUERGUE appartiennent, jusqu'à la ligne médiane, aux propriétaires riverains. Ce droit implique l'application de l'article 114 du Code Rural : « le propriétaire riverain est tenu :

- à un curage régulier pour rétablir le cours d'eau dans sa largeur et sa profondeur naturelle,
- à l'entretien de la rive par élagage et recépage de la végétation arborée,
- à l'enlèvement des embâcles et débris flottants ou non,
- d'assurer la bonne tenue des berges et
- de préserver la faune et la flore dans le respect du bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques ».

Concernant la conservation des cours d'eau non domaniaux (travaux dans le lit des cours d'eau soumis à autorisation, extraction dans le lit des cours d'eau, ouvrages, déversements interdits...), les droits des tiers sont et demeurent réservés (article 103 et suivants du Code Rural).

Ces dispositions, reconduites et complétées par la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ont été modifiées et complétées par le Titre II, Chapitre III (« de l'entretien régulier des cours d'eau ») de la loi modificative n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement et modificative du livre 1^{er} du code rural.

I.2.2.2. Concernant la protection des espaces boisés :

Les dispositions essentielles concernant la protection de la forêt sont inscrites dans le Code Forestier et le Code de l'Urbanisme.

● **Code Forestier** – Conservation et police des bois et forêts en général

La réglementation des défrichements est applicable aux particuliers par le biais des articles L 311-1, L 311-2, L 311-3, Titre I, chapitre 1, Livre III du Code Forestier.

- Forêt de protection

Il peut être fait application des dispositions des articles L 411-1 et 412-8, Titre I, chapitre I et suivants, livre IV du Code Forestier pour le classement de forêts publiques et privées présentant un rôle de protection certain, tel est le cas par exemple des boisements de versant raide sur sols sensibles.

● **Code de l'Urbanisme** – Espaces boisés

En application de l'article L. 130-1 du Code de l'Urbanisme, les espaces boisés, publics ou privés, ont la possibilité d'être classés en espaces boisés à conserver au titre du Plan d'Occupation des Sols. Ce classement entraîne de plein droit le rejet de toute demande de défrichement.

Par ailleurs (articles R. 130-1 et R. 130-2), sauf existence d'un plan de gestion agréé, toute coupe ou tout abattage d'arbres dans un espace boisé est soumis à autorisation préalable délivrée par l'administration. Les coupes rases sur de grandes surfaces et sur versant soumis à des risques naturels sont en principe proscrites.

I.2.2.3. Concernant l'exploitation des carrières :

L'exploitant des carrières en galeries ou à ciel ouvert est assujéti à l'application et à la mise en œuvre de dispositions définies par la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (loi du 4 janvier 1993 et décret d'application du 9 juin 1994 complétés par l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994).

I.2.2.4. Concernant la sûreté et la sécurité publique sur le territoire communal :

L'organisation de la sécurité est du ressort du Maire sous le contrôle administratif du représentant de l'Etat dans le département (Art. L. 2212-1 à L. 2212-5 du Code des Collectivités Territoriales). Toutefois le Préfet dispose dans des conditions strictes d'un pouvoir de substitution au Maire en matière de sécurité publique.

I.2.2.5. Concernant la sécurité des occupants de terrains de camping et le stationnement des caravanes :

Conformément aux dispositions du décret n° 94-614 du 13 juillet 1994 relatif aux prescriptions permettant d'assurer la sécurité des terrains de camping et de stationnement des caravanes soumis à un risque naturel ou technologique prévisible, **le Maire fixe**, sur avis de la sous-commission départementale pour la sécurité des campings, pour chaque terrain **les prescriptions d'information, d'alerte et d'évacuation** permettant d'assurer la sécurité des occupants des terrains situés dans les zones à risques ainsi que le délai dans lequel elles devront être réalisées.

L'implantation nouvelle de terrains de camping en zone à risques n'est autorisée qu'en zones bleues clair et vertes du PPR, lorsque **l'emprise du terrain englobe une zone hors risques** (zone blanche du zonage) et lorsque **les dispositions d'information, d'alerte et d'évacuation dans cette zone sont effectivement prises**.

L'extension d'un terrain existant classé en zone à risques du PPR (zones bleue foncé et bleue clair du zonage) **n'est autorisée que vers une zone hors risque** (zone blanche du zonage) et **que lorsqu'il y a réduction du nombre d'emplacements en zone inondable, diminution de la vulnérabilité et amélioration de l'évacuation en cas de crue**.

I.2.3. Dispositions applicables en zones inondables

Ces zones sont distinguées en zones à risque fort (zones bleues foncé) et zones à risque moyen (zones bleues clair et vertes). Les dispositions réglementaires (interdictions, autorisations, prescriptions et recommandations) s'y appliquant sont répertoriées dans le tableau présenté au TITRE II, CHAPITRE 1).

Les objectifs des différentes autorisations accordées sont :

- permettre aux constructions et activités existantes de subsister tout en réduisant leur vulnérabilité aux crues,
- permettre une utilisation de la zone inondable pour des activités compatibles avec la sécurité des personnes et des biens.

I.2.4. Dispositions applicables en zones non inondables (zones blanches)

I.2.4.1. Occupation et utilisation du sol INTERDITES :

Aucune au titre du PPR. Toutefois, les nouvelles implantations et les extensions de camping-caravanages situées dans des zones non directement exposées au risque d'inondation devront être examinées au cas par cas, notamment à l'occasion des demandes d'autorisations d'ouverture. En effet, une attention particulière doit être portée aux conditions d'accès et d'évacuation du terrain.

I.2.4.2. Mesures de prévention applicables :

Rappel : la réalisation d'un projet routier et / ou d'urbanisme nécessite son adaptation au terrain et non l'inverse, en préalable le recours à une étude hydraulique, diligentée par un bureau d'études compétent, est donc fortement conseillé.

TITRE II – MESURES PARTICULIERES DE PREVENTION

BF : zone bleue foncé

BC : zone bleue clair

V : zone verte

CA : partie du centre ancien soumis au risque d'inondation

n°	Zones			REGLEMENT
	BF	BC	V	
Généralités				
1	x			Les zones bleues foncé incluent les zones les plus exposées aux risques d'inondation. Pour les petits cours d'eau et ravins, la zone bleue foncé peut correspondre à un recul obligatoire depuis le haut des berges sur une largeur de 5 mètres au moins , ceci afin de permettre l'entretien et l'accès au cours d'eau.
2	x			Les zones bleues foncé sont inconstructibles. Le stockage de matériaux susceptibles d'être emportés ou de faire barrage à l'écoulement des eaux est interdit. De plus, certaines prescriptions obligatoires et recommandations concernant l'occupation et l'utilisation du sol sont à respecter (Cf. le présent tableau).
3		x		Les zones bleues clair incluent les zones les moins exposées aux risques d'inondation. Elles sont constructibles et réglementées par des prescriptions obligatoires et des recommandations (Cf. le présent tableau).
4			x	Les zones vertes sont les zones naturelles destinées au laminage des crues. Elles sont inconstructibles . De plus, certaines prescriptions obligatoires et recommandations concernant l'occupation et l'utilisation du sol sont à respecter (Cf. le présent tableau).
Interdictions				
5	x	x	x	Sont interdits tous travaux, remblais, dépôts de matériaux et matériels non ou difficilement déplaçables ou susceptibles d'être emportés ou de polluer les eaux, constructions, reconstructions, habitations, activités et installations de quelque nature qu'elles soient, augmentant la population exposée (notamment les camping-caravanages ne relevant pas des dispositions légales, les centres équestres, ...), à l'exception des autorisations visées dans le présent tableau.
6	x	x	x	Sont interdites les constructions, habitations, activités et installations de quelque nature qu'elles soient à moins de 5 m de la berge du cours d'eau (rivière, ruisseau ou fossé).
7	x	x	x	Est interdite toute reconstruction de bâtiment sinistré par les inondations .
8		x		Sont interdites les constructions, habitations, activités et installations de quelque nature qu'elles soient sauf si leurs conditions d'implantation respectent les prescriptions et recommandations visées dans le présent tableau.

n°	Zones			REGLEMENT
	BF	BC	V	
Autorisations liées à l'occupation et à l'utilisation du sol				
9	x	x	x	l'aménagement d'espaces naturels sans remblaiement , à maîtrise d'ouvrage publique ou privée, tels que les parcs urbains, jardins, squares, aires de jeux et de sports (dans lesquels le mobilier urbain sera scellé ou démontable) ou de stationnement automobile collectif au niveau du sol, bassins d'agrément, bassins d'orage, ... dans la mesure où ces aménagements ne nuisent ni à l'écoulement, ni au stockage des eaux et à conditions que des mesures d'information, d'alerte et d'évacuation soit effectivement prises ;
10	x	x	x	le réaménagement d'une aire naturelle ou d'un terrain de camping existant sans augmentation du nombre d'emplacements en zone inondable, à condition que ceci permette une réduction de sa vulnérabilité et une amélioration de l'évacuation en cas de crue ;
11		x		le réaménagement d'un terrain de camping devra être examiné au cas par cas pour les installations existantes ou à l'occasion des demandes d'autorisations d'ouverture ;
12		x	x	la création d'un terrain de camping à condition que les bâtiments d'exploitation (accueil, salle commune, sanitaires, ...) et Habitations Légères de Loisirs (HLL) ainsi que l'accès soient réalisés hors de la zone inondable ;
13	x	x	x	l'extension d'un terrain de camping existant vers une zone hors risque (zone blanche du zonage) lorsqu'il y a réduction du nombre d'emplacements en zone inondable, diminution de la vulnérabilité et amélioration de l'évacuation en cas de crue ;
14		x	x	l'utilisation de serres facilement démontables ou les serres de type tunnel maraîcher , c'est-à-dire dont l'enveloppe souple est solidement ancré dans le sol ou relevable.
Autorisations liées aux constructions nouvelles				
15	x	x	x	la construction de bâtiments publics ou d'équipements de caractère public , en Remplacement, moyennant démolition , d'existant et servant d'annexe à des activités dûment autorisées, sous réserve d'amélioration de l'écoulement des eaux et de réduction de la vulnérabilité des biens ;
16	x	x	x	la construction de locaux ou d'ouvrages techniques dont l'emplacement doit se situer près du cours d'eau (par exemple station de pompage, déversoir d'orage, usine hydroélectrique, ...) et qui prennent en compte le risque de submersion ;
17	x	x	x	la construction d'abris de jardin indépendant d'une surface inférieure à 10 m ² s'il est fermé ou d'une surface inférieure à 15 m ² s'il est ouvert, afin de limiter l'encombrement par rapport à l'écoulement des eaux et à conditions de le positionner sur la partie la moins exposée au risque et de s'assurer de son bon ancrage au sol ;
18	x	x	x	la construction et l'aménagement d'accès de sécurité extérieurs aux constructions en limitant l'encombrement par rapport à l'écoulement des eaux et en les positionnant sur les parties les moins exposées au risque ;

n°	Zones			REGLEMENT
	BF	BC	V	
Autorisations liées aux constructions nouvelles (suite)				
19		x		la construction de locaux , à condition de ne pas aggraver l'écoulement des crues, de minimiser la vulnérabilité des constructions et de placer les planchers habitables et équipements sensibles à H = + 0,20 m au-dessus de la cote de la crue de référence lorsque celle-ci est connue. Si elle ne l'est pas, par précaution, on placera ces planchers ou équipements à H = + 0,50 m par rapport au niveau du terrain naturel. En cas d'impossibilité de relever ce niveau, il sera réalisé une zone de repli, contiguë à toute partie inondable du bâtiment ; celle-ci ne sera pas inondable et sera directement accessible (zone refuge) avec une ouverture non submersible vers l'extérieur dans une zone hors d'eau. Les personnes pourront y accéder facilement et les équipements sensibles y être transportés en cas de montées des eaux ;
20			x	la construction de locaux non habitables et création de dépôts, associés à des activités existant avant l'approbation du présent PPR, à condition de minimiser leur vulnérabilité, de ne pas aggraver l'écoulement des crues, de ne pas constituer un risque de pollution et de placer les équipements sensibles à H = + 0,20 m au-dessus de la cote de la crue de référence lorsque celle-ci est connue. Si elle ne l'est pas, par précaution, on placera ces équipements à H = + 0,50 m par rapport au niveau du terrain naturel. En cas d'impossibilité de relever ce niveau, une zone contiguë à la partie inondable du bâtiment sera réalisée, non inondable et directement accessible (zone refuge) avec une ouverture non submersible vers l'extérieur (dans une zone hors d'eau). Les personnes pourront y accéder facilement et les équipements sensibles y être transportés en cas de montées des eaux.
Autorisations liées aux constructions existantes				
21 ^a	x			l'extension des constructions existantes limitée à 20 % de la surface au sol bâtie avant la date d'approbation du présent PPR, sous réserve de ne pas créer de logement supplémentaire, de ne pas apporter de gêne à l'écoulement des eaux, de réduire la vulnérabilité des installations, de faciliter leur évacuation et de ne pas augmenter le risque de pollution ;
21 ^b		x		l'extension des constructions existantes , sous réserve de ne pas apporter de gêne à l'écoulement des eaux, de réduire la vulnérabilité des installations, de faciliter leur évacuation et de ne pas augmenter le risque de pollution ;
21 ^c			x	l'extension des constructions existantes , sous réserve de ne pas créer de logement supplémentaire, de ne pas apporter de gêne à l'écoulement des eaux, de réduire la vulnérabilité des installations, de faciliter leur évacuation et de ne pas augmenter le risque de pollution ;
22	x	x	x	les travaux d'entretien et de gestion courants des constructions et installations implantées antérieurement à la publication du PPR, notamment les aménagements internes, les traitements de façades, la réfection des toitures ;
23	x	x	x	les réparations effectuées sur un bâtiment sinistré mais non détruit.
24 ^a	x	x	x	le changement de destination d'une construction pour un usage autre qu'habitation, si celui-ci est de nature à améliorer la sécurité des personnes et des biens et à en diminuer la vulnérabilité ;
24 ^b	CA	CA		le changement de destination d'une construction pour un usage autre qu'habitation, à condition que les équipements et dépôts, prévus sous le niveau de la crue de référence, soient insensibles à une submersion ou déplaçables facilement dans un espace refuge contigu placé au-dessus du niveau de la crue de référence ;

n°	Zones			REGLEMENT
	BF	BC	V	
Autorisations liées aux constructions existantes (suite)				
25 ^a		x	x	le changement de destination d'une construction pour un usage d'habitation , sous réserve de placer la partie habitable à plus de 20 cm au-dessus du niveau de la crue de référence ;
25 ^b	CA	CA		le changement de destination d'une construction pour un usage d'habitation , à condition que les locaux placés sous le niveau de la crue de référence soient dépourvus de toute installation fixe sensible à une submersion et que les équipements ou matériels mobiles soient évacuables facilement vers une pièce refuge contiguë, placée au-dessus du niveau de la crue de référence ;
26	x	x	x	toute démolition de bâtiment sous réserve que la remise en état des lieux n'ait pas un impact négatif pour les tiers ;
27 ^a		x	x	la reconstruction d'un bâtiment détruit par un sinistre autre que l'inondation , avec une emprise au sol équivalente, à condition d'améliorer la situation de l'installation par rapport au risque d'inondation (par exemple, changement d'implantation, surélévation du niveau habitable, ...) ;
27 ^b	CA			la reconstruction d'un bâtiment placé en secteur à urbanisation continue du centre ville, détruit par un sinistre autre que l'inondation , à condition que l'emprise au sol du nouveau bâtiment soit équivalente à l'ancienne, que le plancher habitable soit réalisé au moins à 20 cm au-dessus de la crue de référence lorsqu'elle est connue (sinon à H = + 0,50 m par rapport au terrain naturel), que l'évacuation des personnes soit améliorée, que la vulnérabilité du nouveau bâtiment soit réduite en évitant toute installation sensible à l'eau sous le niveau de la crue de référence et en prévoyant une zone de repli pour les équipements maintenus en zone inondable.
27 ^c	x			la reconstruction d'un bâtiment, détruit à moins de 50 % par un sinistre autre que l'inondation , à condition que l'emprise au sol du nouveau bâtiment soit équivalente à l'ancienne, que le plancher habitable soit réalisé au moins à 20 cm au-dessus de la crue de référence lorsqu'elle est connue (sinon à H = + 0,50 m par rapport au terrain naturel), que l'évacuation des personnes soit améliorée, que la vulnérabilité du nouveau bâtiment soit réduite en évitant toute installation sensible à l'eau sous le niveau de la crue de référence et en prévoyant une zone de repli pour les équipements maintenus en zone inondable.
Autorisations liées aux travaux et équipements				
28	x	x	x	les travaux d'équipement et d'infrastructures d'intérêt public à condition qu'ils n'offrent qu'une vulnérabilité restreinte et que leurs conditions d'implantation fassent l'objet d'une étude préalable par le service pétitionnaire (respect de la transparence hydraulique dans les zones inondables), justifiant d'un d'impact restreint sur les parcelles voisines ; Lors de la réalisation de ces travaux ou aménagements, sont prescrits : <ul style="list-style-type: none"> - la compensation des impacts hydrauliques sur les lieux habités par toute mesure appropriée réalisée tant en lit mineur qu'en lit majeur ; - la compensation volumique en lit majeur de tout remblai, à l'exception des aménagements en centre urbain constitué.
29	x	x	x	tous travaux et aménagements destinés à réduire les conséquences des risques et à améliorer la sécurité , en particulier les dispositifs de mise hors service des réseaux intérieurs (gaz, téléphone, électricité, ...) situés en aval des appareils de comptage ;

n°	Zones			REGLEMENT
	BF	BC	V	
Autorisations liées aux travaux et équipements (suite)				
30	x	x	x	la réalisation d'équipements destinés à limiter la pollution d'une activité existante à condition de ne pas gêner l'écoulement des eaux.
Prescriptions liées aux travaux et équipements				
31	x		x	Tout aménagement hydraulique non soumis à la Loi sur l'eau est subordonné à la production d'une étude préalable .
32	x	x	x	Tout obstacle à l'écoulement , inutile ou abandonné (ruines, bâtiments, murs perpendiculaires à l'écoulement, remblais, abris de jardin, dépôts, ...) doit être éliminé.
33		x		Les nouveaux remblais sont limités à l'accès aux constructions, à condition de ne pas nuire à l'assainissement pluvial du terrain. Ils seront réalisés avec des matériaux de perméabilité au moins égale au terrain naturel.
34	x	x	x	La partie pleine des clôtures ne doit pas excéder 0,25 m de haut, excepté pour des raisons de sécurité publique (protection d'une issue de secours, parking, ...).
35	x		x	Les nouvelles clôtures devront être de type agricole ou équipées d'un dispositif permettant et assurant l'écoulement des eaux (éléments rabattables, ...).
36	x	x	x	Le mobilier extérieur, les structures de jeux et de loisirs, les dispositifs d'éclairages , ..., privés ou publics, doivent pouvoir résister aux effets d'une inondation (entraînement, dégradation, ...).
37		x	x	A moins que les mesures nécessaires aient été prises (amarrage, profilage, ...) et sous réserve que celles-ci n'aggravent pas le risque d'inondation et ne fassent pas obstacle à l'écoulement des eaux, le stockage de matériaux susceptibles d'être emportés ou de faire barrage à l'écoulement des eaux est interdit.
38	x			Les aires de stationnement privées et publiques doivent être équipées d'un affichage indiquant les risques d'inondation. De plus, l'évacuation rapide des véhicules doit être prévue dans le cadre d'un schéma d'évacuation et de secours (Cf. point 62).
39	x	x	x	En dehors des terrains de camping , le stationnement permanent de caravanes ou de toutes autres habitations légères susceptibles d'être emportées ou de faire barrage à l'écoulement des eaux est interdit.
40	x	x	x	Afin de limiter les risques d'accident pour la circulation des piétons et des véhicules (phénomènes de « trous d'eau »), dès que concernées, les emprises des piscines, bassins d'agrément ou tout autre ouvrage privé en creux doivent être matérialisées par des bornes, glissières ou autre dispositif visible en cas de submersion généralisée.
41	x		x	L'élagage des arbres et végétaux doit être réalisé régulièrement jusqu'au niveau altimétrique de la crue de référence, dès lors qu'ils ne participent pas à la mise en valeur de l'environnement (exemple : espèces protégées, espaces verts aménagés).

n°	Zones			REGLEMENT
	BF	BC	V	
Prescriptions urbanistiques et architecturales				
➤ BATI FUTUR et TRAVAUX AUTORISES				
42	x	x	x	Sous-sols ou toute excavation au-dessous du terrain naturel interdits , vides sanitaires prescrits.
43	x	x	x	Mise Hors d'Eau (M.H.E.) des planchers habitables à H = + 0,20 m au-dessus de la cote de la crue de référence lorsque celle-ci est connue. Dans le cas contraire et par précaution, on placera ces planchers à H = + 0,50 m par rapport au niveau du terrain naturel.
44	x	x	x	Structure du bâti : Utiliser, sous la cote de référence, des techniques et des matériaux permettant d'assurer sa résistance aux vitesses locales d'écoulement et à une période d'immersion plus ou moins longue. Pour cela, assurer : - la résistance des fondations aux affouillements, tassements différentiels et érosions (fondations sur pieux ou sur puits en cas de sous-sol peu compact). Les vides sanitaires seront inondables, aérés, vidangeables et non transformables ; - la résistance des murs aux pressions hydrostatiques, aux chocs et à l'immersion : chaînage vertical et horizontal de la structure, utilisation de matériaux de construction non putrescibles et non corrodables sous la cote de référence et arase étanche ou injection de produits hydrofuges dans l'ensemble des murs au-dessus (afin de limiter les remontées capillaires), étanchéification des murs extérieurs, ...
45	x	x	x	Réalisation d'une zone de repli , contiguë à toute partie inondable du bâtiment ; celle-ci ne sera pas inondable et sera directement accessible (zone refuge) avec une ouverture non submersible vers l'extérieur (dans une zone hors d'eau). Les personnes pourront y accéder facilement et les équipements sensibles y être transportés en cas de montées des eaux.
46	x			Pas de nouvelles ouvertures en dessous de la cote de M.H.E. , hormis sur la façade aval et à condition qu'existe une issue de secours au-dessus du niveau de la crue de référence.
47	x	x	x	En l'absence de cuvelage étanche, les équipements sensibles (machineries d'ascenseur, installations électriques et de chauffage, ...) seront eux-mêmes étanches ou installés au-dessus de la cote de M.H.E. ou encore dans une enceinte étanche et fermée, lestée ou arrimée, résistant aux effets de la crue de référence. De même, les aménagements de second œuvre du bâtiment (menuiseries, revêtements de sols et de murs, protections phoniques et thermiques, portes, fenêtres, ...) seront étanches, insensibles à l'eau ou installés au-dessus de la cote de M.H.E..
48	x	x	x	Le tableau de distribution électrique devra être conçu de façon à pouvoir couper facilement l'électricité dans tout le niveau inondable, sans couper les niveaux supérieurs.
49	x	x	x	Les cuves de toute nature doivent être lestées ou fixées pour résister à la pression hydrostatique ; aucun orifice de la cuve ne doit permettre l'introduction d'eau.

n°	Zones			REGLEMENT
	BF	BC	V	
Prescriptions urbanistiques et architecturales (suite)				
				➤ BATI EXISTANT
50	x	x	x	Pour les équipements et matériaux sensibles déjà situés en dessous de la cote de M.H.E., ils peuvent simplement être protégés (étanchéité) et munis d'un dispositif de mise hors service automatique.
51	x	x	x	Les menuiseries, portes, fenêtres, revêtements de sols et de murs, protections phoniques et thermiques situés en dessous de la cote de M.H.E. doivent être réalisés, en cas de réfection ou remplacement, avec des matériaux soit insensibles à l'eau, soit convenablement traités et à fermeture étanche.
52	x	x	x	Concernant les travaux autorisés sur le bâti existant : idem bâti futur.
Prescriptions concernant les réseaux				
53	x	x	x	Installation de groupes électrogènes de secours hors d'eau pour les équipements collectifs névralgiques (hôpitaux, cliniques, maisons de retraites, centre de secours, ...).
54	x	x	x	Maîtrise des travaux de voirie et réseaux divers dans le but de conserver les pentes actuelles et de ne pas créer d'obstacles à l'écoulement des eaux (ralentisseurs...) sauf si ceux-ci améliorent la situation (conduite des eaux vers un exutoire aménagé par exemple). De plus, les tampons d'assainissement pour les parties inférieures des réseaux pouvant être mis en charge lors des inondations doivent être verrouillés.
Prescriptions d'entretien				
55	x			Surveillance de l'état du lit mineur des rivières et ruisseaux.
56	x			Entretien et protection des berges des rivières et ruisseaux.
57	x	x	x	Surveillance et entretien des différents ouvrages hydrauliques , digues, fossés, ...
Prescriptions de travaux				
58	x	x	x	Améliorer les fossés d'écoulement facilitant la décrue ou, toujours pour faciliter la décrue, canaliser les eaux d'écoulement jusqu'à un exutoire aménagé.
59				Supprimer les impacts du point noir hydraulique que constitue le seuil construit juste en aval du pont sur la RD 89.
60				Restaurer la section d'écoulement initiale sous le pont de la RD 922.
Prescriptions particulières				
61				Le terrain de camping devra dans son règlement, conformément à l'article L.443.2 du Code de l'Urbanisme, prévoir l'évacuation des caravanes ou des mobil-homes même en l'absence de leur propriétaire. Le stationnement de ces véhicules est limité à la période d'ouverture du terrain.

n°	Zones			REGLEMENT
	BF	BC	V	
Autre prescription				
62	x	x	x	Mettre en place un schéma d'alerte, d'évacuation et de secours pour les logements de type collectif, les bâtiments à caractère public ou industriel, les aires de stationnement et pour les zones d'habitation isolées en temps de crue.
Recommandations				
63		x		Tout aménagement hydraulique non soumis à la Loi sur l'eau est subordonné à la production d'une étude préalable et/ou d'une justification de sa nécessité quant à la sécurité publique.
64		x		L'élagage des arbres et végétaux peut être réalisé régulièrement jusqu'au niveau altimétrique de la crue de référence, dès lors qu'ils ne participent pas à la mise en valeur de l'environnement (exemple : espèces protégées, espaces verts aménagés).
65		x	x	Les aires de stationnement privées et publics peuvent être équipées d'un affichage indiquant les risques d'inondation. De plus, l'évacuation rapide des véhicules doit être prévue dans le cadre du schéma d'évacuation et de secours.
66		x		Les nouvelles clôtures pourront être de type agricole ou équipées d'un dispositif permettant et assurant l'écoulement des eaux (éléments rabattables, ...).